



Département de la
Seine-Maritime

D.2018.05/96

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-217604479-20180531-M_DE20180528_96-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 31/05/2018

Publication : 31/05/2018

Pour l'"autorité Compétente"
par délégation



Arrondissement du
HAVRE

Extrait du Registre des délibérations
Conseil Municipal du 28 mai 2018

Nombre de Conseillers d'après la Loi	33
Nombre de Conseillers en exercice	33
Nombre de Conseillers présents	22
Nombre de Pouvoirs	6
Nombre de Votants	28

Extrait de la délibération affiché le **31 mai 2018**.

L'an deux mille dix-huit, le **28 mai** à **dix-huit heures trente** par suite de la convocation de Monsieur le Maire en date du 18 mai, le Conseil Municipal s'est réuni dans la Salle des Délibérations, sous la présidence de Monsieur **Daniel FIDELIN**, Maire.

Etaient présents

Daniel **FIDELIN**, Laurent **GILLE**, Nicole **LANGLOIS**, Dominique **THINNES**, Corinne **LEVILLAIN**, Jean-Luc **GONFROY**, Patricia **DUVAL**, Marie-Paule **DESHAYES**, Pascal **LEFEBVRE**, Alexandre **MORA**, Estelle **FERRON**, Frédéric **PATROIS** (à partir de 18h50), Gérard **DELAHAYS**, Sophie **CAPELLE**, Juliette **LOZACH**, Liliane **HIPPERT**, Fabienne **MALANDAIN**, Martine **LESAUVAGE**, Gilles **BELLIÈRE**, Jérôme **DUBOST**, Damien **GUILLARD**, Aurélien **LECACHEUR**.

Excusés ayant donné pouvoir

Gilbert **FOURNIER** donne pouvoir à Daniel FIDELIN
Virginie **LAMBERT** donne pouvoir à Nicole LANGLOIS
Emmanuel **DELINEAU** donne pouvoir à Alexandre MORA
Jean-Pierre **QUEMION** donne pouvoir à Dominique THINNES
Franck **DORAY** donne pouvoir à Laurent GILLE
Nada **AFIOUNI** donne pouvoir à Jérôme DUBOST

Absents

Marie-Christine **BASSET**
Karine **LOUISET**
Stéphanie **ONFROY**
Frédéric **LE CAM**
Gilles **LEBRETON**

Secrétaire de séance

Alexandre **MORA** est désigné Secrétaire de séance

CONSEIL MUNICIPAL

Séance du Lundi 28 mai 2018

2018.05/96

FINANCES – REAMENAGEMENT D'UN PRET GARANTI EN 2010 POUR L'IME LA PARENTELE (ASSOCIATION LAIQUE POUR L'EPANOUISSEMENT, L'ADAPTATION ET L'INTEGRATION DES HANDICAPES - ALPEAIH)

Mr Laurent GILLE, Adjoint au Maire. – La Ville de Montivilliers a accordé sa garantie pour un prêt de la Société Générale de 500 000 € en 2010 pour le financement d'un restaurant scolaire à l'IME La Parentèle.

Au regard du contexte favorable des taux d'intérêts, l'ALPEAIH a souhaité renégocier son prêt initial.

Le montant du nouvel emprunt serait de 250 600 € sur 71 mois au taux d'intérêt hors assurances de 1,90 %.

L'association sollicite la Ville de Montivilliers pour garantir à hauteur de 50 % ce nouvel emprunt.

Compte tenu de ces éléments d'information, je vous propose d'adopter la délibération suivante :

LE CONSEIL MUNICIPAL,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2252-1 et L.2252-2 ;

VU le Code Civil et notamment l'article 2298 ;

VU la demande de l'ALPEAIH et la proposition de la Société Générale ;

VU la délibération n° 5 du 08/10/2009 de garantie initiale de ce prêt ;

VU la convention signée le 14/01/2010 entre la ville de Montivilliers, l'ALPEAIH et la Société Générale ;

VU la nouvelle proposition de prêt par la Société Générale à l'ALPEAIH en date du 27/02/2018 ;

CONSIDERANT

- Que la Ville a déjà garanti ce prêt à l'origine à 100 % et que les conditions du réaménagement sont plus favorables ;
- Que par prudence le montant des annuités garanties, majoré de l'annuité de la dette ne doit pas dépasser 50 % des recettes réelles de fonctionnement. Ce ratio prudentiel au 31/12/2017 est de 21,58 % ;

VU le rapport de M. l'Adjoint au Maire, chargé des finances, des espaces publics et des cimetières ;

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après en avoir délibéré,

DECIDE

- D'accorder à l'ALPEAIH la garantie de la ville de Montivilliers à hauteur de 50 % pour le remboursement du prêt, dans ses nouvelles conditions, d'un montant total de 250 600 €, souscrit auprès de la Société Générale selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt.
- D'autoriser le Maire à signer tout acte à intervenir avec l'ALPEAIH et la Société Générale concernant le contrat de prêt et de garantie d'emprunt.

Impact budgétaire

Budget principal

Pas d'impact budgétaire sauf cas de défaillance de l'ALPEAIH dans le remboursement du prêt

ADOPTÉE A LA MAJORITE par le Conseil Municipal.

Ainsi délibéré, les jours, mois et an susdits.

Pour extrait conforme au registre dûment signé.

Le Maire



